



Brochure N°25



**Face à la folie du capitalisme mondial,  
plus que jamais le combat pour la paix**

**Platf  rm**  
*La Plateforme Anti-impérialiste Internationale*

## Y a-t-il un risque de 3<sup>ème</sup> guerre mondiale et si oui comment le conjurer ?

### 1) La guerre n'est jamais une solution

En tout premier lieu et afin d'être clair je veux préciser la position de l'ANC surtout dans la période où, celui qui pose des questions et remet en cause le discours officiel des médias ou simplement cherche à comprendre est tour à tour accusé, selon le sujet du moment, de complotiste, d'islamo-gauchiste, de pro-Poutine, de syndicaliste arriéré ou de salarié privilégié...La stratégie étant toujours la même : il n'y a qu'une vérité et gare à celui qui la met en doute !...

Sauf, qu'en ce qui nous concerne, à la suite de Marx, nous sommes les philosophes du doute et nous réclamons le droit à la recherche tâtonnante de la vérité.

Notre position est claire : **la guerre n'est jamais une solution**, seule la paix en est une et elle est même la solution obligatoire.

Pour plusieurs raisons :

- La 1<sup>ère</sup> c'est que nous pensons que la terre appartient à tout le monde ou plus exactement que nous appartenons toutes et tous à la terre-mère, la Pachamama chère aux Amérindiens et que donc nul ne peut s'octroyer un territoire. Nous avons en commun la gestion de la terre et de ses richesses et c'est pour cela, pour nous distinguer de ceux qui trouvaient légitime d'être les seuls propriétaires d'un capital qu'ils faisaient fructifier à leur profit, que le terme communisme fut inventé. Il y a un trait d'égalité entre communisme et pacifisme même si dans les cas de lutte de libération « *c'est l'agresseur qui choisit la nature du combat* » comme disait Mandela.
- La 2<sup>ème</sup> raison est que, comme le dit la charte du Mande de **Soundiata Keita** en 1226, « *il n'y a pas une vie qui soit supérieure à une autre vie.* » Accepter la guerre c'est fouler aux pieds ce principe philosophique fondamental.
- La 3<sup>ème</sup> c'est qu'accepter la guerre c'est accepter la défaite de la raison, c'est renoncer aux palabres, aussi interminables soient-ils qui permettent l'expression des désaccords et visent à la recherche de l'harmonie. Accepter la guerre c'est accepter la barbarie au détriment de l'intelligence.

Ces 3 arguments devraient être dans l'ADN de celles et ceux qui se réclament de Marx.

A notre époque il s'en rajoute une autre sans tomber dans le catastrophisme ou se faire peur à bon compte mais parce que c'est la période qui le veut, s'agissant d'une guerre qui s'étendrait, le risque d'un conflit nucléaire menaçant l'existence même de l'humanité.



Donc vouloir la paix, condamner le recours à la guerre, ne doit pas nous empêcher d'analyser les causes et déterminer les responsabilités de la situation actuelle. Non pas pour prendre parti entre les belligérants, notre seul parti c'est la paix. Mais comprendre : c'est le but de ce soir. Et comprendre veut aussi dire comprendre pourquoi certains se sont crus obligés de faire la guerre et pourquoi certains Etats, voire certains peuples, tendent à prendre parti pour un camp ou un autre.

## 2) Les causes officielles de la guerre...

A écouter les médias, la guerre en Ukraine a démarré en février 2022 parce que le « dictateur »<sup>1</sup> Poutine a décidé tout seul d'envahir l'Ukraine après avoir annexé la Crimée en 2014 parce qu'il veut reconstruire le grand empire de Russie dont il est nostalgique. La Russie sous sa coupe est expansionniste voire impérialiste. Il est à noter que même dans « notre camp », concept dont j'ai de plus en plus de mal à tracer les contours, ces causes ne sont pas sans un écho que l'on peut mesurer quand on entend au mieux c'est une guerre entre impérialistes (donc qu'ils se démerdent ?) au pire quand on vote l'envoi d'armes et dans tous les cas quand on ne dénonce pas le budget militaire colossal adopté par la France : 410 milliards (100 fois le coût pour un régime des retraites équilibré) et de 100 milliards en augmentation sur l'actuel !!

<sup>1</sup> Quoiqu'on pense de lui il a été élu et bien mieux que Macron qui n'a réuni sur son nom au 1<sup>er</sup> tour qu'à peine 20% des inscrits (- 2 millions sur 2017). Pour mémoire Poutine a été élu avec plus de 50% des inscrits.

### 3) Les causes conjoncturelles

L'URSS était un rassemblement de républiques dont l'une d'elles, la Russie, comprenait la Crimée. Le Donbass sera annexé à l'Ukraine soviétique peu après sa constitution. Pour des raisons sur lesquelles on ne va pas s'étendre ici, en 1954, la Crimée russophone fut du jour au lendemain annexée à l'Ukraine. Puis il y eut la chute du mur de Berlin qui logiquement aurait dû entraîner la dissolution de l'OTAN. En effet, l'OTAN est une **armée supranationale sous commandement US** créée en 1949 en principe pour prévenir « la menace des pays de l'Est » (qui bien sûr comme chacun sait étaient très menaçants), création qui marque le début de la guerre froide. De Gaulle avait d'ailleurs fait sortir la France de l'organisation militaire de l'OTAN parce qu'il n'acceptait pas cette soumission de la France aux USA.

Les pays « menaçants » s'étant effondrés, en toute logique l'OTAN aurait dû être dissoute comme le pacte de Varsovie l'avait été un an avant la fin de l'URSS. Non seulement ce ne fut pas le cas, mais son rôle fut réaffirmé et, contrairement aux engagements pris à la chute de l'URSS, elle se renforça en particulier à l'EST devenant de fait une puissance militaire qui, elle, était menaçante aux frontières de la Russie. Que la Russie soit dirigée par un libéral autoritaire nationaliste, ce qui est exact, ne change rien à cela. On peut d'ailleurs poser la question si les humiliations économiques, sociales, politiques et nationales subies par le peuple russe depuis 1991 n'ont pas nourri ce nationalisme réactif.

Le rôle menaçant de l'OTAN apparut clairement lors du coup d'état de 2014 qui mit au pouvoir un gouvernement fascisant, nostalgique des nazis (la preuve par les votes à l'ONU depuis 2014<sup>2</sup>) et clairement anti-russophones, alors qu'une petite moitié de la population ukrainienne parle russe. C'est ce même gouvernement qui est la cause des 15 000 morts qui ont lieu entre 2014 et 2022, avant que la Russie n'intervienne, morts sous les bombes ukrainiennes et qui expliquent qu'aujourd'hui le Parti communiste d'Ukraine, interdit à Kiev, déclare : *« la guerre dans le Donbass contre le régime de Kiev devrait être considérée comme une lutte de libération nationale, essentiellement une guerre pour l'indépendance du régime fasciste au pouvoir, pour le droit du peuple de parler sa langue maternelle et de ne pas suivre la route antirusse imposée par les États-Unis. »* Fin de citation.

---

<sup>2</sup> Depuis 2005 la Russie (et d'autres dont Cuba) présente à l'ONU une résolution condamnant le nazisme. Depuis 2014 l'Ukraine vote contre. L'UE et le camp occidental s'abstenaient. [En 2022 ils viennent majoritairement de rejoindre l'Ukraine en votant contre. https://www.liberation.fr/checknews/la-france-a-t-elle-vote-contre-une-resolution-de-lonu-condamnant-le-nazisme-20221106\\_ZC436LE6Y5GJJNJKUHTLIMRH2Q/](https://www.liberation.fr/checknews/la-france-a-t-elle-vote-contre-une-resolution-de-lonu-condamnant-le-nazisme-20221106_ZC436LE6Y5GJJNJKUHTLIMRH2Q/)

Rajoutons que sur ces causes officielles et celles conjoncturelles, le point de vue est différent selon que l'on soit dans un pays impérialiste comme la France, ou un pays qui en est victime comme le Mali, Cuba, la Palestine ou la Corée du Sud. Et que nous devons nous garder d'un point de vue qui se dirait universel alors qu'il est avant tout circonstanciel et géographiquement centré. Ce sont aussi ces différences qui expliquent la création de la Plateforme mondiale anti impérialiste, les conférences prévues à Caracas, à Séoul, en Afrique et dans le monde arabe. Elles expliquent aussi la dernière proposition de Maduro, le président du Venezuela visant à la constitution d'une alliance internationale des pays du Sud, de la Chine et de de la Russie. Causes officielles et causes conjoncturelles ne sont pas le seul point de clivage, il y a au premier plan les causes structurelles.

### 3) les causes structurelles : une dynamique de mort

Depuis 2008 en fait, le capitalisme est entré dans une crise systémique et civilisationnelle dont il n'est jamais sorti en fait et qui n'a fait que s'aggraver, ce qui s'est manifesté par une visibilité particulière de l'incapacité manifeste des pays occidentaux de maîtriser et de gérer la crise du covid19, en particulier si l'on compare ceci avec la façon dont cette pandémie a été traitée dans toutes les autres régions du monde, en particulier dans les pays à orientation socialiste. Puis est arrivée la défaite des Etats-Unis et de l'OTAN en Afghanistan après vingt ans d'occupation militaire et, enfin, la guerre en Ukraine qui a démontré l'incapacité des pays occidentaux à prendre des mesures économiques efficaces contre leur ennemi déclaré, la Russie, pendant qu'ils s'enlisaient eux-mêmes dans une stagnation-régression économique. Toutes ces évolutions contribuent à remettre en cause l'hégémonie séculaire du monde occidental et du bloc euro-atlantique qui s'est constitué au sortir de la Seconde Guerre mondiale autour des Etats-Unis.

Cette situation a plusieurs causes. D'un côté, les politiques de mondialisation capitaliste ont eu comme conséquence les délocalisations et la désindustrialisation du centre occidental au profit du développement en leur sein d'une économie virtuelle et financiarisée, censée annoncer une future prédominance à leur profit de l'intelligence artificielle que certains rebaptisent désormais sous le concept beaucoup moins reluisant de « fascisme digital ». Les élites dominantes des Etats-Unis croyaient pouvoir imposer leurs choix et continuer à dominer le monde grâce au dollar, avec une roue de secours européenne ayant créé l'euro, grâce à leur avance technologique acquise auparavant. Mais si la politique économique pratiquée depuis la généralisation partout sur la planète des dogmes économiques néolibéraux a eu comme conséquence de diriger vers les pays de la périphérie du capitalisme le processus d'industrialisation, celui-ci a contribué à augmenter le nombre d'ouvriers manuels à l'échelle du monde grâce aux pays du Sud tandis que le processus général initié au XIXe siècle d'augmentation constante de la proportion de travailleurs salariés, ouvriers ou employés de services, des prolétaires donc, au

dépens des propriétaires des moyens de production, a continué à augmenter lui-aussi partout dans le monde, tant dans les pays de la périphérie du système que dans les pays du centre. Mais à l'occasion, les pays du centre ont perdu une grande part de leur production industrielle liée à l'économie réelle au profit des pays de la périphérie, ce qui s'avère avoir aujourd'hui renforcé leur poids dans les affaires du monde. C'est en particulier le cas des pays aux économies les plus dynamiques d'Asie orientale. Le seul secteur industriel qui n'a pratiquement pas été délocalisé en masse a été celui lié au complexe militaro-industriel qui, du coup, a renforcé son poids au sein des groupes dirigeants des puissances occidentales. D'où un poids accru des fauteurs de guerre.



## Ne pas perdre l'hégémonie

Il n'y a plus l'esclavage qui a assuré la fortune des bourgeoisies occidentales ni la colonisation qui lui a succédé. Il y a bien eu la mise en place de politiques néocoloniales en Amérique du Sud avec les USA, en Afrique avec la France (ses bases militaires et ses accords secrets) et l'Angleterre (sous des formes différentes),

mais celles-ci sont de plus en plus contestées. 50 ans après les assassinats en série de chefs d'État indépendantistes et panafricanistes, les mises en place de dictateurs serviles, le panafricanisme de combat de notre temps est de retour non sans succès comme en témoigne l'action de la **Dynamique unitaire panafricaine (DUP)**<sup>3</sup>. Cette renaissance du panafricanisme, la résistance de Cuba et de la Palestine, les changements d'alliance y compris économiques redistribuent les cartes et forcent l'impérialisme à l'escalade guerrière s'il veut conserver son hégémonisme. **C'est dans ce mouvement de fond que se situent les causes structurelles des guerres d'aujourd'hui.**

Tous ces processus cumulés ont abouti au renforcement de la concentration de la propriété à l'échelle mondiale au profit de quelques grands groupes supranationaux basés en grande partie en Amérique du Nord et en Europe occidentale, ce qui permet de mieux comprendre le renforcement constant de la centralisation du bloc des Etats dominants en cercles concentriques à partir d'un noyau :

1°/ Les Etats-Unis

2°/ les pays dits des « Five Eyes » centralisés autour des services secrets des cinq puissances anglo-saxonnes (USA, Royaume-Uni, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande)

3°/ les pays de l'OTAN

4°/ les pays de l'UE organiquement liée à l'OTAN

5°/ les Etats de l'AUKUS<sup>4</sup> avec comme associé impérialiste le Japon. Alors que l'Inde en principe membre du « QUAD<sup>5</sup> » associé à l'AUKUS, s'est finalement sentie marginalisée par des accords privilégiés entre puissances anglo-saxonnes, d'où sa volte-face relative et pour beaucoup inattendue en direction de la Russie au cours de l'année 2022.

Face à ce bloc organisé autour des Etats-Unis et de leurs 800 à 1 000 bases militaires d'occupation réparties dans le monde entier, le « reste du monde » compte 85 % de la population mondiale et manifeste des tendances grandissantes en faveur du multilatéralisme, de la multipolarité et/ou du non-alignement. La France qui était sortie de l'organisation militaire de l'OTAN ainsi que les anciens pays occidentaux neutres comme la Suède, la Finlande, la Suisse ou l'Irlande, ont, dans ce contexte de centralisation et de verrouillage du cercle dominant, été poussés à rejoindre les structures militaires dirigées par Washington. **L'OTAN** est au cours de ce processus **passé d'une alliance en principe défensive** et limitée au théâtre européen **à une alliance offensive** capable de « se projeter » dans le monde entier. En même temps que ce « gendarme du monde » jouait un rôle de policier pour ses

---

<sup>3</sup> DUP, Dynamique Unitaire Panafricaine, regroupement d'organisations de 23 pays africains avec qui l'ANC travaille depuis 2020 et a notamment organisé la conférence panafricaine du 10 juillet 2021 qui a réuni 150 personnes à St Denis et plus de 20 000 personnes en visio.

<sup>4</sup> Alliance militaire tripartite pour la zone Pacifique (Australie, Royaume-Uni, USA)

<sup>5</sup> Le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad) est un groupe de coopération réunissant l'Inde, le Japon, l'Australie et les États-Unis qui a vu le jour pour la première fois en mai 2007.

Etats-membres en étant chargé de garantir la soumission aux règles économiques et politiques adoptées en particulier par le biais de l'Union européenne mais pas seulement, d'autres structures fonctionnent aussi dans ce sens comme l'OCDE et les clubs moins formels de rencontre ou de formation des élites occidentales, Club Bilderberg, Trilatérale, Young leaders, etc.

Aujourd'hui, **les pays du bloc occidental et ses associés représentent à peu près 70 % des dépenses militaires** officielles dans le monde (si l'on ne compte pas l'Arabie saoudite) et elles sont en augmentation constante depuis 2015, ce qui prouve que le conflit en Ukraine n'est pas la cause de cette évolution mais qu'il est, au contraire, une des conséquences de cette évolution, puisque le « reste du monde » donc, et en particulier la Russie, la Chine, l'Iran, la RPD de Corée souvent accusés de militarisme et d'agressivité ne participent que pour moins d'un tiers aux dépenses militaires mondiales. C'est dans ce contexte que nous devons analyser les tensions et les contradictions qui se manifestent dans le monde entre les classes possédantes et les classes prolétarisées, et aussi au sein même des classes possédantes.

## **Contradictions inter impérialistes, contradictions intra capitalistes et luttes populaires**

Depuis le développement de l'impérialisme comme stade suprême (mais pas forcément terminal !) du capitalisme, la lutte de classes entre prolétaires, petits propriétaires en voie de précarisation et de disparition et la grande bourgeoisie possédante a marqué la marche de l'histoire.

Pour autant la mondialisation accomplie aujourd'hui par l'impérialisme a contribué progressivement à l'émergence de contradictions au sein même des classes possédant les moyens de production et d'échange, la bourgeoisie. En effet, si l'on a vu depuis plus d'un siècle le développement d'une bourgeoisie impérialiste en capacité de s'appuyer sur les puissances qu'elle contrôlait pour conquérir les marchés du monde entier, celle-ci a dû affronter l'émergence d'Etats à orientation socialiste tendant à sortir du marché capitaliste, tout en se trouvant confrontée à certains secteurs des bourgeoisies possédantes de pays économiquement moins développés et cherchant à préserver le contrôle de leurs marchés nationaux en s'opposant, souvent de façon inconséquente et opportuniste, à l'impérialisme, ce qu'on a appelé les bourgeoisies nationales et qui, dans leurs propres pays, étaient en opposition avec la bourgeoisie compradore<sup>6</sup> au service des bourgeoisies impérialistes.

---

<sup>6</sup> La bourgeoisie compradore (du verbe portugais comprar : acheter) désigne la classe bourgeoise qui, dans les pays dominés, tire sa richesse de sa position d'intermédiaire dans le commerce avec les impérialismes étrangers, par opposition aux bourgeois ayants des intérêts dans le développement de l'économie nationale (bourgeoisie nationale).



C'est dans ce contexte qu'on a vu émerger les mouvements de libération nationale dans les colonies et semi-colonies qui ont pu s'appuyer à la fois sur de forts mouvements populaires, sur leurs propres bourgeoisies nationales et sur les Etats qui avaient dans la foulée de la révolution d'Octobre 1917 emprunté le chemin menant à la construction d'une société socialiste échappant tant que faire se peut aux lois du marché capitaliste. Le démantèlement du socialisme est-européen a cependant créé un phénomène régressif et donc réactionnaire qui a permis de renforcer la position du bloc occidental aux dépens des pays décolonisés et non alignés, même si le capitalisme n'a pas été ensuite en état de maîtriser efficacement la scène économique et politique mondiale. En effet, le développement des « rescapés » du socialisme (Chine, Cuba, Vietnam, Corée du Nord, Laos), des « rescapés » du non-alignement (Afrique du sud, Iran, Libye, Syrie, etc.) puis la naissance de nouveaux pays tendant à s'orienter vers le socialisme (Venezuela, Bolivie, Nicaragua, etc.) a représenté progressivement un défi nouveau pour le capitalisme néolibéral mondialisé. Certains pays ont dès lors été directement ou indirectement attaqués par l'impérialisme, d'autres ont subi un régime de sanctions et de blocus (Libye, Yémen, Zimbabwe, Syrie, etc.).

Nous constatons donc aujourd'hui l'émergence de contrepoids sur la scène internationale ce qui explique pourquoi certains émettent l'idée qu'on assiste à la formation d'une mouvance plus ou moins informelle de puissances et de **pays contre-hégémoniques**. A la fin de 2021, on a vu lors de la session de l'Assemblée générale des Nations Unies 19 pays ayant l'Algérie à leur tête participer avec la Chine et la Russie à la formation d'un groupe d'États socialistes ou non alignés proclamant leur engagement dans la défense de la Charte des Nations Unies. Ce groupe peut apparaître comme le noyau militant des Etats grands ou petits mais contre-hégémoniques. Tout ceci pose la question de la base de classe des régimes politiques existant dans les pays qui s'opposent peu ou prou aux règles dominantes édictées par les Etats-Unis et les pays qui lui sont associés, en particulier au sein du bloc atlantique.

Il est clair que certains de ces pays émergents et ayant, en particulier depuis le début de l'intervention de la Russie en Ukraine, tendance à s'opposer ou à se distancier du bloc occidental, comme la Russie, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie, l'Iran... sont des pays capitalistes, même là où il peut exister des politiques sociales ou économiques n'entrant pas toujours dans le cadre des dogmes néolibéraux. D'autres pays proclament avec plus ou moins de constance des objectifs socialistes ou simplement radicalement sociaux comme la Biélorussie. Presque partout néanmoins on constate que dans tous ces pays il existe des capitalistes qui prônent un rapprochement avec les pays du bloc occidental et qui ne sont pas éloignés des thèses libérales tandis que d'autres soutiennent des politiques de souveraineté nationale, de développement industriel et autocentré et, parfois, un interventionnisme d'État profitable aux classes travailleuses. Cela peut être dû aux

pressions des classes populaires sur leurs gouvernements mais cela semble aussi dû au poids que des nouvelles bourgeoisies nationales tendent à jouer contre leurs bourgeoisies compradores, parfois appelées « oligarques », et existant à leur côté. C'est en particulier dans ce contexte que les adeptes de la méthode du socialisme scientifique doivent poser la question des bases de classe de tous les Etats menant vis à vis du bloc dominé par les Etats-Unis des politiques de souveraineté voire de contre-hégémonisme. C'est en particulier le cas de la Chine et du Viêt-Nam où existe un système politique et social apparaissant aux yeux de certains comme issu du socialisme et à d'autres comme quasi-capitaliste.

Car il existe en Chine de véritables capitalistes qui se sont lancés à la conquête de marchés nationaux et internationaux même si leurs entreprises n'appartiennent pratiquement jamais au « top 50 » des plus grandes entreprises mondiales homologuées à Wall Street et à la City de Londres. Ce qui caractérise aussi la Chine, c'est l'existence d'un fort secteur public, le maintien de la propriété étatique de la terre, l'existence d'un système de planification économique étatique incitative et l'engagement de l'État en faveur du développement du secteur productif et de l'éradication, en partie réussie, de la pauvreté, la grande pauvreté ayant été éliminée au cours de l'année écoulée. Par ailleurs, au niveau du système politique, sa colonne vertébrale reste le Parti communiste fort de 95 millions de membres, qui possède des cellules dans les entreprises, y compris privées, ce qui permet de court-circuiter au moins en partie les réseaux bureaucratiques et de contrebalancer les décisions des propriétaires d'entreprises privées. A quoi il faut ajouter les comités de rue et de village qui jouent un rôle non négligeable dans la vie quotidienne et dans une démocratie de base en lien direct avec le peuple. Mais en observant les débats vifs, les grèves et les mécontentements qui se manifestent en Chine périodiquement, on peut penser qu'à côté de mobilisations populaires il existe aussi en Chine une lutte de classe et une lutte moins visible au sein des milieux capitalistes entre ceux qu'on peut qualifier de représentants les intérêts d'une bourgeoisie nationale et ceux qui sont plus proches de la mondialisation capitaliste et qu'on peut qualifier de compradores.

Dans le monde, la Chine est accusée par les puissances occidentales d'ingérences et d'expansionnisme mais on doit constater que beaucoup de pays du Sud semblent préférer avoir affaire à la Chine qu'à leurs anciens maîtres et que les entreprises chinoises sont assez souvent bien accueillies, sans qu'on y fasse d'ailleurs toujours la différence entre firmes publiques et firmes privées. Quoiqu'il en soit, la politique chinoise dite de « gagnant-gagnant » semble marquer des points, en particulier dans le cadre du projet de l'Initiative « **une Ceinture une Route** »<sup>7</sup>. Les puissances occidentales de leur côté se retrouvent prises dans les contradictions de leur propre discours puisqu'elles dénoncent ici la Chine pour son

---

<sup>7</sup> Nommé aussi par l'acronyme anglais OBOR (One Road One Belt) ou Nouvelles routes de la soie.

expansionnisme mais qu'elles dénoncent là simultanément le fait que la Chine n'impose pas son modèle au monde et s'accommode de tous les régimes politiques existant sans s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats avec lesquels elle coopère.

Quoiqu'il en soit, on doit être conscient qu'il n'existe pas d'État au monde sans contradictions de classe mais que celles-ci se manifestent différemment selon la structure de classe existant dans chaque pays, en particulier au sein de l'appareil du pouvoir, et il est clair que les pays se déclarant d'orientation socialiste n'ont pas la même structure de classe et de pouvoir que les pays capitalistes classiques. Ce type d'analyse reste aussi valable pour la France et les pays de l'UE.

## **Comment expliquer l'effritement de la position de la France et des pays de l'Union européenne ?**

Nous avons placé plus haut la France et ses voisins, partenaires, concurrents de l'Union européenne dans le troisième cercle du système impérialiste centralisé. Ce qui permet de constater que, dans ce cas, nous avons affaire à une contradiction entre des caractéristiques qui permettent de considérer la France comme un pays vassalisé envers les Etats-Unis, voire l'Allemagne, sur un modèle pas très éloigné de l'ancienne collaboration pétainiste, et d'un autre côté un pays toujours actif en direction de ses anciennes colonies, en particulier en Afrique où elle cherche à maintenir ses positions, même si son ancien « pré carré » est aujourd'hui le théâtre d'une rivalité nouvelle entre l'ancienne présence française, des prétentions allemandes et une présence étatsunienne de plus en plus visible. Quant à l'Union européenne, [dont le projet a été concocté aux Etats-Unis<sup>8</sup>](#) pendant la Seconde Guerre mondiale, certains pensent qu'elle a été fondée à dessein selon des structures si complexes qu'elle en est rendue ingouvernable, ce qui permet à la fois de promouvoir « la concurrence libre et non faussée » néolibérale en son sein et l'ingérence des Etats-Unis et de leurs lobbies jusqu'au centre même de ses institutions.

Si la création de l'euro et la tentative de promouvoir une politique de défense européenne tend à montrer qu'il y a une réelle volonté de créer un pôle politique européen voire un impérialisme européen distinct de celui de son partenaire d'outre-Atlantique, la soumission de la Commission européenne et des dirigeants des Etats de l'UE au diktat du laboratoire Pfizer pendant l'épidémie du covid19 et l'absence de réaction des « puissances » européennes lors de la violation de l'accord de compromis conclu avec le président Ianoukovitch<sup>9</sup> au moment du maïdan en 2014, puis l'absence de pression de Berlin et de Paris pour forcer Kiev (et donc

---

<sup>8</sup> <https://www.radiofrance.fr/franceculture/l-europe-est-elle-une-creation-des-etats-unis-8401168>

<sup>9</sup> Président de l'Ukraine de 2010 à 2014 Ndr

Washington) à respecter les accords de Minsk et enfin la soumission au diktat d'outre Atlantique visant à casser l'économie européenne tributaire du gaz russe bon marché depuis février 2022 semblent montrer que l'UE n'est aucunement une structure apte à promouvoir un impérialisme européen, allemand ou français autonome. Cette contradiction doit aussi être étudiée de façon approfondie. De la même façon donc que la méthode marxiste-léniniste doit être employée pour analyser les bases de classe de la Chine, de la Russie, de l'Iran et d'autres pays opposés au bloc occidental, on doit l'utiliser pour analyser les bases de classes des choix plus pro-US et moins pro-US qui peuvent se manifester au sein des élites et des structures existant sur le territoire de l'Union européenne. Car il existe évidemment ici des contradictions inter-impérialistes.

On notera encore pour les forces politiques et sociales qui nous intéressent particulièrement que le statut des partis européens a été élaboré par Tony Blair pour les domestiquer par le biais de subsides décidés à Bruxelles, c'est en particulier le cas du Parti de la gauche européenne auquel appartiennent les formations parlementaires de la « gauche radicale » française et c'est aussi le cas de la Confédération européenne des syndicats (créée en 1973) vers laquelle ont été poussées toutes les confédérations syndicales françaises. Ce qui explique les pressions visant désormais à supprimer les principes syndicaux fondateurs du syndicalisme CGT français, le fédéralisme issu du congrès de Montpellier en 1902 et la Charte d'Amiens qui rendent chaque syndicat, union locale, union départementale, fédération professionnelle, libre de ses décisions et autonome dans la confédération.

On doit donc s'étonner du fait qu'aujourd'hui, alors que presque partout au Sud et à l'Est on voit se développer des tendances en faveur d'une forme ou d'une autre d'industrialisation et de « démondialisation », en France et en Europe, c'est au contraire que l'on assiste, désindustrialisation et renforcement des pouvoirs supranationaux, et c'est là où la logique de guerre propre au capitalisme permet de comprendre cette contradiction.



Rassemblement pour la paix, été 2022

## **Guerre en Ukraine et logique de guerre mondialisée :**

Tout le monde sait en fait aujourd'hui que la guerre en Ukraine n'a pas commencé en février 2022 par une attaque russe, et que l'OTAN, par son expansion continue, a tout fait pour provoquer ce conflit au moins depuis le coup de force du maïdan de 2014 à Kiev avec ses conséquences dans les régions traditionnellement rebelles vis à vis du nationalisme ukrainien. Il faut comprendre que la Russie, quant à elle, a subi de plein fouet une tentative de colonisation et de morcellement dans les années 1990, ce qui a permis la formation en son sein, comme en Ukraine d'ailleurs, d'une couche « d'oligarques », de bourgeois compradores, liés aux centres financiers d'Occident et à leurs « paradis fiscaux » sous protection directe ou indirecte de l'OTAN. Ce n'est donc que très progressivement qu'on a vu émerger en Russie une couche de la bourgeoisie tentée par un redémarrage de l'économie nationale et allant de ce fait à la rencontre des désirs de la masse de la population russe appauvrie et humiliée. La décision prise au Kremlin d'intervenir activement en Ukraine en février 2022 provient de cette volonté de réaffirmation nationale, ce qui présente néanmoins une grande ambiguïté car si pour la bourgeoisie nationale russe

et pour les nationalistes russes il s'agit d'affirmer la puissance de l'État et de l'économie russes, cela est censé se faire dans le cadre strict d'une économie capitaliste héritée de la contre-révolution des années 1980-90, alors que pour une grande partie des masses populaires russes, en particulier des communistes, il s'agit de réaffirmer la puissance de l'État, voire de repasser au socialisme, donc en modifiant les structures de propriété héritées des années de dégénérescence nationale, économique, politique, culturelle, scientifique des années 1990. De fait, la logique de guerre impose ce que certains en Russie comme en Ukraine n'hésitent plus à appeler une « dékoulakisation »<sup>10</sup>, c'est-à-dire la confiscation des biens des parvenus qui se sont appropriés les biens publics auparavant et qui ne sont pas en état de fonctionner dans le cadre d'une économie de guerre coupée de ses bases occidentales. Mais, si en Ukraine, la confiscation des biens des oligarques qui jouaient jusque-là un rôle clef se fait sous la supervision de l'ambassade des USA, en Russie le processus semblable aboutit au renforcement du secteur public. Ce qui ne veut pas dire que la Russie ait rompu avec le capitalisme transnational mondialisé puisque la très libérale présidente de la banque nationale russe reste inamovible malgré la guerre et l'affaiblissement de la position des capitalistes russes pro-occidentaux.

Un autre aspect intéressant de la guerre en Ukraine est le fait qui n'avait sans doute pas été prévu au Kremlin, que dans la foulée des sanctions décidées contre la Russie, non seulement celle-ci a réorienté avec succès son commerce extérieur vers l'Asie et les pays du Sud, mais que ceux-ci ont profité de la nouvelle configuration d'affrontement entre puissances pour participer à un mouvement de « dédollarisation »<sup>11</sup>. Ce mouvement est certes encore partiel et on ne peut pas annoncer la fin du règne du dollar qui équivaldrait à l'effondrement de l'empire nord-américain, mais on assiste déjà à un processus de réorientation de l'économie et du commerce international au profit en particulier du rouble et du yuan mais aussi d'autres monnaies nationales comme la roupie ou le rial. Désormais, c'est officiel, la Chine et la Russie travaillent au sein du BRICS en voie d'élargissement à la création d'une monnaie commune d'échange internationale concurrente du dollar mais basée celle-ci sur un panier de ressources naturelles, le poids démographique, l'eau, etc. C'est donc bien une guerre mondiale de fait qui se déroule, même si on hésite à Washington à enclencher un processus qui mènerait à la guerre nucléaire. La guerre d'Ukraine n'est d'ailleurs que le sommet de l'iceberg guerrier, puisque c'est à une quarantaine de conflits souvent tus par les médias occidentaux auxquels nous assistons dans le monde aujourd'hui depuis la fin du monde bipolaire. Citons quelques pays touchés par ces drames de masse, RD du Congo, Palestine, Yémen, Syrie, Colombie, Mali, Burkina Faso, Nigeria, Cameroun, Ethiopie, Philippines, Tadjikistan, Caucase, etc. sans parler des provocations, des sanctions et des blocus

---

<sup>10</sup> Les koulaks étaient les riches propriétaires terriens de la Russie tsariste Ndr

<sup>11</sup> Mouvement amorcé par la Chine en 2009 qui autorisa les pays en déficit commercial avec elle à abandonner le dollar au profit du Yuan selon la doctrine du « gagnant-gagnant » Ndr

entrant dans une logique de guerre, visant la Serbie, la RPD de Corée, la Chine, l'Iran, etc.

Donc, même si l'on peut avoir un regard critique sur le moment et la façon dont le Kremlin a réagi aux manœuvres d'encerclement de l'OTAN visant la Russie depuis 1991 et surtout 2014, on ne peut considérer celle-ci comme un pays impérialiste actif car, même si ses dirigeants le souhaitent, ils n'ont ni les moyens de le faire en termes d'exportation de capitaux ni celui de mener des guerres de conquêtes pour le contrôle de marchés. Le capitalisme russe est (encore ?) un capitalisme défensif, à la fois sur le terrain extérieur comme sur le terrain intérieur. Car il ne faut jamais oublier que les peuples qui ont fait une révolution n'oublient jamais cette expérience, ce qu'on constate dans le cas de la France, d'Haïti, du Mexique, de la Russie, de la Chine, de l'Iran, de Cuba, du Venezuela, du Burkina Faso, etc et que la pression populaire, en particulier dans ces pays, impose tôt ou tard aux pouvoirs de faire des concessions opposées à la logique du capital, qu'il soit national ou international. Donc l'opportunisme des bourgeoisies nationales peut être d'autant plus progressiste qu'il existe dans un pays une forte mobilisation populaire qui impose aux propriétaires locaux des moyens de production de conclure des compromis. D'une certaine façon, si l'on peut dire que le monde actuel ressemble à celui de 1914 par certains côtés et qu'il ressemble à celui de 1939 avec la réactivation des tendances fascisantes, on peut considérer que les peuples du monde se retrouvent un peu dans la situation de la Chine de 1937 quand les communistes chinois ont imposé au gouvernement chinois de l'époque une alliance anti-impérialiste qui allait, à terme, l'emporter dans la foulée de la victoire des peuples contre le fascisme. D'où la nécessité de construire, et vite, un puissant mouvement révolutionnaire internationaliste, anti-impérialiste et de progrès social dans notre pays et partout dans le monde.



Rassemblement pour la paix, décembre 2022

## 5) Quelle action contre la guerre

On peut se dire que l'on est trop petit face à de tels enjeux et que l'on ne pourra pas arrêter le bras des guerriers. Pourtant l'histoire nous apprend que l'action des peuples a réussi à empêcher les guerres soit arrêter les guerres en cours. Ce fut le cas de la guerre de 14/19 avec le mouvement spartakiste allemand coïncidant avec la révolution russe, ce fut aussi le cas avec la guerre du golfe ou celle d'Irak où les mobilisations massives du peuple de France ont pesé sur les décisions des politiques. De même si Cuba n'a pas été envahie, ne le doit elle pas à la solidarité des peuples jusqu'aux USA même ? Bien sûr c'est loin d'être toujours le cas et l'exemple de la Palestine montre les limites malheureuses d'une mobilisation insuffisante.





## Au niveau international

L'importance première est l'échange sur les causes et les remèdes aux guerres en cours dans le monde. D'abord parce que nos points de vue sont différents d'un point de vue géographique, culturel et historique et que nous devons nous dégager d'un point de vue occidental-centré et même ethno-centré. Nous avons des réalités à connaître et des convergences à construire sous peine d'inefficacité pour cause d'incompréhension. Nous avons d'autant plus à le faire que, comme nous l'avons vu, la cause et donc l'ennemi de la paix ne font qu'un : c'est l'impérialisme stade suprême du capitalisme comme pointé et analysé par Lénine il y a plus de 100 ans. Car nous sommes bien dans une dynamique de mort et non devant une suite d'événements fortuits conduisant à l'improbable ou l'imprévu. Jaurès le disait déjà « Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage ». Notre combat pour la paix passe par un point de départ obligé : c'est le combat contre l'impérialisme.

## La Plateforme mondiale anti-impérialiste.

Ce n'est pas un hasard si ce mouvement est né à partir du Parti démocratique du peuple de Corée du Sud, pays balaféré et coupé en deux par l'impérialisme US depuis 1950 et toujours sous occupation dans sa partie Sud.

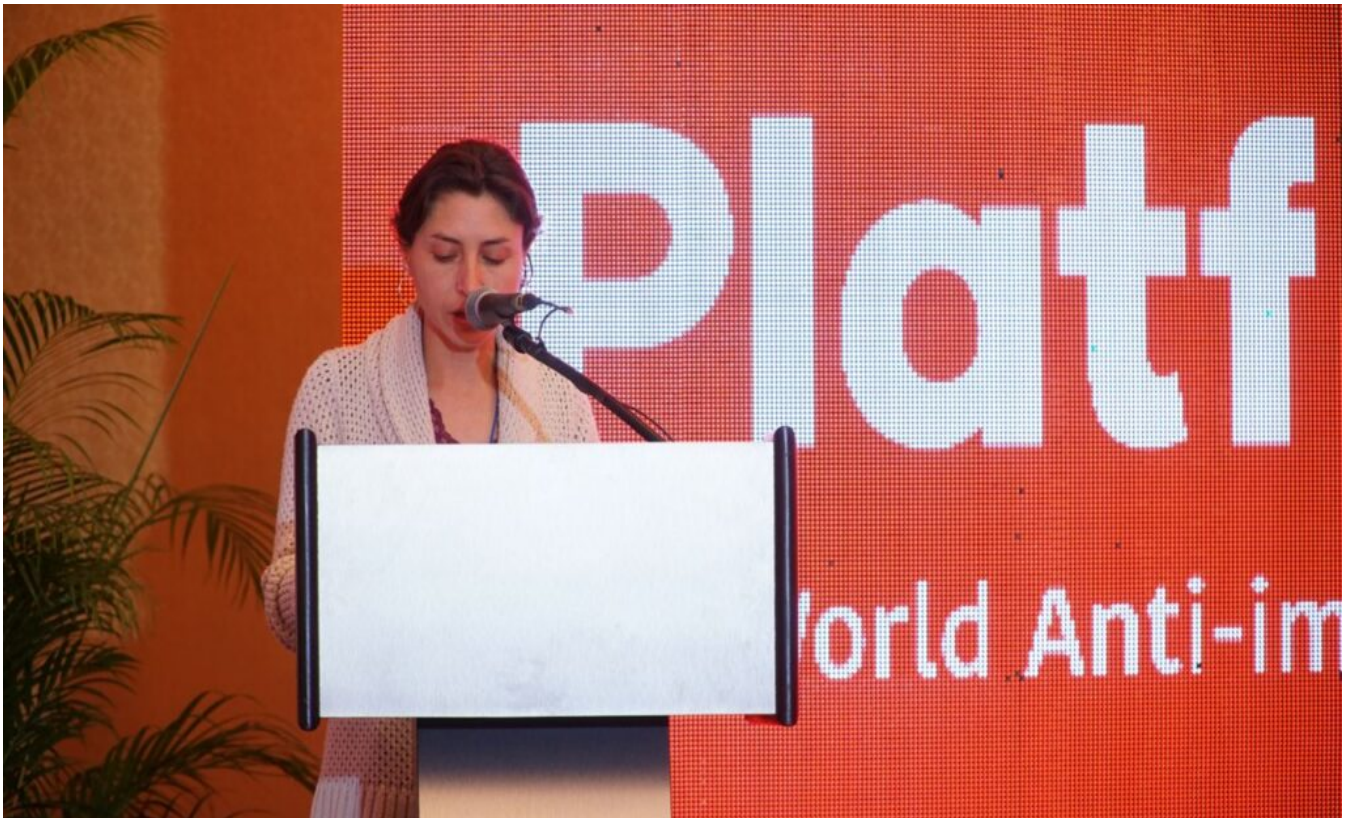
Il y eut d'abord une rencontre internationale à Paris en mai dernier et dans la foulée, grâce à un travail de forces progressistes et communistes, une deuxième rencontre à Paris les 14 et 15 octobre qui aboutit à la création de la plateforme. Depuis il y a eu la rencontre de Belgrade et la rencontre de Caracas le 4 mars dernier. Sont à venir une rencontre à Séoul en mai, en Afrique et au Liban ensuite. Le but de ces rencontres est de permettre une meilleure connaissance des impérialismes auxquels nous sommes tous et toutes confrontés et de coordonner les luttes contre eux. L'ANC était présente à Paris, Belgrade et Caracas. Nous sommes aussi la cheville ouvrière des rencontres africaines et arabes. Si nous consacrons des forces à ce volet international de la bataille c'est parce que seule l'union des peuples peut arrêter la guerre. Elle est aussi le moyen d'unir les progressistes du monde et de vaincre les racismes, le pillage des pays du sud et au bout du compte la misère dans le monde. Un monde débarrassé de l'impérialisme serait débarrassé des guerres, de la misère et des rapports inéquitables entre les peuples.

## Les décisions et actes de Caracas

La rencontre avait lieu dans le cadre des cérémonies marquant le 10<sup>ème</sup> anniversaire de la mort de Chavez, cérémonies qui ont rassemblé des forces et des dirigeants de plus de 50 pays du monde. La rencontre de la plateforme a rassemblé, elle, des représentants d'organisations de 28 pays auxquels il faut ajouter les messages de soutien reçus d'organisations, en particulier d'Ukraine et de Russie, qui n'ont pas pu faire le déplacement mais ont tenu à saluer la conférence.

Les organisations présentes à Caracas, outre la confirmation de leur volonté de poursuivre leurs rencontres internationales sur tous les continents à commencer par celle de Séoul en mai prochain, ont acté le principe d'une **journée mondiale d'action pour la paix et contre l'impérialisme le 1<sup>er</sup> samedi de chaque mois.**

## Intervention ANC à Caracas



*Victoire BECH, ANC, 3<sup>ème</sup> Conférence CARACAS, VENEZUELA, mars 2023*

## Intervention de l'Association Nationale des Communistes Conférence de la Plateforme anti-impérialiste mondiale de Caracas

Chers camarades,

Tout d'abord, je tiens, au nom de mon organisation, l'Association Nationale des Communistes de France, à remercier les organisateurs de cette 3e conférence de la plateforme anti-impérialiste mondiale ainsi que les camarades vénézuéliens qui nous accueillent ici, dans ce pays qui résiste avec tant de force et de détermination à l'impérialisme états-unien. Nous sommes très fiers de pouvoir participer à cette plateforme mondiale d'échange, de débat et de coordination entre communistes et travailleurs de tous les pays, dont nous avons tant besoin pour affronter les épreuves qui nous attendent et amorcer la transition vers le socialisme.

Nous assistons actuellement à un tournant historique qui semble sonner la fin de la domination unilatérale de l'impérialisme euro-atlantique sur l'ensemble du monde. Le mode de production capitaliste mondialisé, en raison de son développement historique objectif, ne parvient plus à résoudre sa crise de valorisation - que l'extension du marché mondial et le processus de privatisation de tous les secteurs économiques consécutifs à la chute de l'Union soviétique avaient permis d'enrayer pour un temps - et ses contradictions s'exacerbent, avec des effets destructeurs mais aussi porteurs d'espoir pour les peuples opprimés.

En effet face au bloc impérialiste euro-atlantique émerge un ensemble de plus en plus vaste de pays qui contestent cette volonté d'hégémonie économique, monétaire, militaire et idéologique. Nous sommes entrés de facto dans un monde multipolaire, marqué par l'hypercompétitivité et par l'émergence d'un nouveau bloc hétérogène, composé de pays politiquement et économiquement divers, traversé de contradictions, mais dont l'ensemble ne pousse pas l'humanité vers les guerres ou l'esclavage de la dette et de l'usure. Ils introduisent au contraire, au niveau mondial, poussés en cela par les pays se réclamant du socialisme, de nouveaux critères d'échanges économiques, de nouvelles formes de coopération pacifique, organisent la dédollarisation de l'économie mondiale et une réorganisation des chaînes de valeur mondiale, provoquant la rage des puissances impérialistes en décomposition.

Face à cette tendance, l'impérialisme euro-atlantique n'a plus d'autres solutions que de recourir à la guerre pour tenter de sauvegarder son hégémonie sur le reste du monde. Engagé dans plus de 40 conflits dans le monde, en Europe mais aussi en Asie orientale et occidentale et en Afrique, il ouvre une période historique de guerre généralisée, marquée par la relance du complexe militaro-industriel, la destruction massive d'infrastructures vitales et de vies humaines.

La guerre contre la Russie menée en Ukraine par l'OTAN, sous l'égide des USA et avec la complicité de l'UE, n'en est que l'exemple le plus flagrant et potentiellement catastrophique.

Parallèlement, il initie une guerre interne très dure, y compris dans les pays capitalistes avancés, contre l'ensemble des travailleurs, provoquant l'austérité, la privatisation de tous les domaines économiques et toutes les ressources qui lui échappaient encore.

Face aux colères populaires, il renforce la répression.

Ce faisant, il renforce et accélère la constitution d'un bloc contre hégémonique. Le refus de certains pays traditionnellement alliés des États-Unis comme l'Inde ou l'Arabie Saoudite d'obéir à leurs injonctions est un signe indéniable de cet infléchissement. Ainsi, il nous est permis d'espérer que cette nouvelle phase qui s'ouvre est porteuse de changements historiques qui pourraient, s'ils n'en sont pas les garants, servir de base à la transition vers le socialisme. Les vastes mouvements d'émancipation populaire qui fleurissent ou se consolident actuellement partout dans le monde renforcent cet espoir.

Sur ce point, **l'Amérique latine, dans le sillage de Cuba**, l'île symbole mondial de la résistance, fait office de précurseur. Partout et depuis longtemps, les peuples se lèvent pour lutter contre l'impérialisme états-unien et la domination des multinationales dont ils sont les victimes. Ces dynamiques anti-impérialistes s'accompagnent souvent de l'exigence d'aller vers une socialisation des moyens de production entre les mains des travailleurs. Les conflits pour l'eau, la terre, les ressources naturelles et une redistribution juste et équitable du produit du travail humain en sont la preuve. Certains de ces mouvements sont parvenus à prendre la

tête des États. Ils ont conduit à la naissance d'alliances régionales résolument anti-impérialistes et anticapitalistes comme l'ALBA, à des projets de création d'une monnaie commune régionale capable d'évincer le dollar, à la mise en place de formes d'organisation dans lesquelles il est visé que les travailleurs soient maîtres de l'ensemble de la chaîne de production. Et ils résistent, parfois depuis forts longtemps, aux forces impérialistes qui cherchent à les briser. Nous tenons à leur faire part de notre solidarité et admiration pour le courage et la détermination dont ils font preuve face à l'impérialisme.

Nous tenons également à affirmer notre soutien et notre admiration aux **peuples d'Afrique**, où une seconde vague de luttes contre l'impérialisme français renaît, où la lutte contre l'ingérence extérieure et le pillage des ressources et de la force de travail s'ajoute à l'exigence de retrouver le contrôle et l'usage des ressources par et pour les populations. Emerge ainsi un « panafricanisme de combat », résolument anti-impérialiste et anticapitaliste, fondé sur la coopération mutuelle et pacifique entre les peuples et au premier rang duquel se trouvent les forces communistes et progressistes africaines.

Comment aussi ne pas saluer la résistance héroïque du **peuple palestinien** confronté depuis 75 ans à la volonté de l'impérialisme mondial de faire disparaître ce peuple et son histoire ?

Je pourrais citer d'autres exemples comme celui de la résistance du **peuple de Corée** lui aussi en lutte depuis 70 ans : partout dans le monde naissent des révoltes populaires contre la domination impérialiste et pour la construction d'un monde nouveau, dans lequel les peuples auraient le contrôle de leurs ressources, de ce qu'ils produisent et de la manière dont ils produisent et distribuent cette production. Ainsi, dans le marasme actuel, une marge de manœuvre existe et notre rôle est de travailler de concert, patiemment et avec détermination, à l'analyser, l'élargir et l'approfondir. Tel est, entre autres, le sens de notre présence ici.

En Europe aussi, la colère populaire se développe. L'appartenance à ce bloc impérialiste qu'est l'Union européenne ne nous protège pas de l'exploitation et des effets destructeurs de la crise du mode de production capitaliste. Depuis plusieurs décennies, les droits sociaux conquis de haute lutte par le peuple au cours de l'histoire nous sont progressivement arrachés, entraînant une dégradation notable de nos conditions d'existence. Services publics, systèmes de protection sociale, droit des travailleurs, tout y passe : sous prétexte de l'intégration européenne et d'un fort taux d'endettement, ce sont de véritables plans d'ajustement structurel qui ne disent pas leur nom qui nous sont imposés. La guerre en Ukraine et le choix de l'UE de s'aligner derrière les États-Unis et l'OTAN dans leurs sanctions contre la Russie et leurs marques d'hostilité croissante vis-à-vis de la Chine amplifie ce mouvement. Sans parler du risque de guerre ouverte si l'emballement guerrier de certains pays comme la Pologne n'est pas enrayé. Dans cet emballement, la France qui vient de décider de recruter 180 000 réservistes et de voter une loi de programmation

militaire de 410 milliards d'euros (+ 100 milliards sur la précédente), joue un rôle moteur en Europe. Cette situation exacerbe la fracture des populations avec les classes dirigeantes, alimente des mouvements de colère de plus en plus massifs et, en regard, une militarisation accrue de la répression.

Dans cette situation, la gauche française qui vient unanimement d'approuver au parlement l'envoi d'armes en Ukraine et le soutien à l'OTAN, n'aide pas à l'organisation d'un front conscient de lutte contre notre propre impérialisme. Force est d'admettre que nous, communistes, sommes encore trop peu nombreux pour accompagner et orienter de manière significative cette vague de mécontentement populaire. La désindustrialisation, la propagande idéologique des classes dominantes qui dominent à la fois les médias et l'industrie culturelle, la transformation des organisations politiques et syndicales de classe et de lutte en organisations sociales-démocrates soucieuses d'aménager le capitalisme plutôt que de le renverser ont considérablement affaibli la conscience de classe de la population. Et le risque est grand de voir la colère populaire instrumentalisé par les forces réactionnaires, voire fascistes.

C'est pourquoi, notre devoir en tant que communistes est de travailler au dialogue et à l'unité des communistes en France mais aussi en Europe, de coordonner nos forces pour développer une analyse fine des tendances en cours et des contradictions de notre propre pôle impérialiste, afin d'élaborer des stratégies de lutte efficaces dans les années à venir. Dans ce sens, notre participation à la plateforme mondiale anti impérialiste est un espoir parce qu'elle est non seulement un outil international de lutte contre l'impérialisme mais aussi un outil de rassemblement des communistes de France et du monde. Le logo mondial adopté par la plateforme est un moyen de reconnaissance entre forces communistes et progressistes du monde. (...)

Parallèlement, en France, nous devons œuvrer activement à offrir aux colères légitimes de plus en plus explosives qui traversent notre classe un véritable débouché politique en remettant au centre de la lutte le refus de la guerre impérialiste, la sortie de l'Union européenne, le refus de l'austérité mais surtout, l'aspiration au socialisme. Nous y travaillons, patiemment, avec détermination et méthode. Et nous vaincrons. Parce tel est le sens de l'histoire et la vérité de notre classe.

## **Les motions de soutien**

Outre les échanges riches sur les méfaits de l'impérialisme et les luttes dans le monde pour le combattre, la conférence a aussi été l'occasion d'adopter 3 motions de soutien. L'ANC est signataire des 3.

## **Déclaration de soutien avec le peuple péruvien**

Les partis politiques réunis à l'occasion de la Conférence internationale de la Plateforme mondiale anti-impérialiste, à Caracas, Venezuela, le 4 mars 2023, déclarent ce qui suit :

- 1) Nous dénonçons devant la communauté internationale l'instauration au Pérou d'une dictature civilo-militaire avec le gouvernement fantoche de Dina Boluarte, le congrès péruvien et les forces armées qui, dans leur empressement à se perpétuer au pouvoir, ont assassiné plus de 60 combattants péruviens pour la restauration de la démocratie.
- 2) L'infâme alliance fasciste Congrès-forces armées-Dina Boluarte a exécuté au Pérou un plan de rupture démocratique, de persécution des leaders sociaux et politiques, avec la participation ouverte de l'ambassadeur des Etats-Unis, afin d'arracher la présidence au candidat démocratiquement élu, Pedro Castillo Terrones, aujourd'hui emprisonné sans jugement depuis 36 mois. Ainsi que pour assurer le renouvellement des contrats-lois en faveur des entreprises transactionnelles et pour exiger que le Pérou livre de l'armement soviétique aux USA et ainsi impliquer le Pérou dans la guerre de l'OTAN contre la Russie en Ukraine.
- 3) Nous sommes solidaires avec les organisations sociales, ouvrières, paysannes et politiques et leurs dirigeants, en particulier avec la CGTP, le Parti communiste péruvien, le Comité de coordination des organisations de gauche et de progrès, les peuples et les communautés des régions de Puno, Arequipa, Cusco, Apurimac, Madre de Dios et Ayacucho dans leur lutte sacrificielle pour la démocratie contre la dictature fasciste installée au Pérou.

Nous appelons les gouvernements démocratiques d'Amérique latine et du monde à être solidaires du peuple péruvien, pour la restauration des libertés démocratiques, à dénoncer les violations des droits de l'homme, le jugement des assassins et le respect de la vie.

Caracas, le 4 mars 2023

## **Motion de soutien aux organisations de la plateforme balte**

Nous condamnons la démolition des monuments aux vainqueurs du nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale !

Les forces politiques au pouvoir dans les États baltes mènent une campagne à grande échelle pour déformer les véritables causes du déclenchement, du déroulement et des résultats de la Seconde Guerre mondiale. L'un des moyens radicaux de cette campagne a été la démolition massive de monuments dédiés aux événements et aux héros de cette période historique. La justification de ces actes de vandalisme était l'assimilation farfelue des actions de l'Armée rouge pour libérer les

territoires baltes des envahisseurs nazis au conflit armé qui se déroule actuellement entre l'Ukraine et la Russie.

Les représentants des partis et pays soutenant cet Appel notent que les monuments commémorant les événements de la Seconde Guerre mondiale n'ont aucune relation et aucun lien avec les événements actuels en Ukraine. Tous les peuples de l'ancienne URSS, y compris les Ukrainiens, ont lutté courageusement contre l'Allemagne nazie et ses alliés, beaucoup sont morts dans cette lutte. Le résultat a été la grande victoire sur le nazisme, unanimement reconnue par le monde entier immédiatement après la fin de la guerre. Ignorer ce fait relève d'une hypocrisie politique cynique.

Nous appelons les personnes sensées de tous les pays qui chérissent la mémoire historique et la vérité réelle sur la grande tragédie de la Seconde Guerre mondiale à condamner résolument les tentatives de déformation et la campagne de démolition des monuments menée par les autorités des États baltes.

Plate-forme balte Caracas, Venezuela 03.03.23

### **Déclaration sur la solidarité avec les peuples de Serbie contre l'occupation impérialiste du Kosovo**

Proposée par le NKPJ (Nouveau Parti communiste de Yougoslavie)

Nous condamnons fermement l'occupation impérialiste illégale et brutale de la province méridionale de la Serbie - le Kosovo, et c'est pourquoi nous sommes debout :

- Contre le projet impérialiste du soi-disant État indépendant du Kosovo, dont l'existence correspond aux leviers de pouvoir de l'OTAN, et qui sont directement dirigés contre les intérêts de la liberté dans les Balkans ;
- Contre la reconnaissance du soi-disant Kosovo indépendant comme une politique ouvertement dirigée contre la paix, la stabilité et la prospérité, qui est mise en œuvre au nom des objectifs expansionnistes du grand capital, et qui est née de l'intervention illégale et sanglante de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999 ;
- Contre la politique de division des Balkans et la fin de la création de protectorats de l'UE et de l'OTAN, incarnée par le soi-disant État du Kosovo, qui est la base de nouvelles interventions militaires et du contrôle des Balkans et de la région au sens large, ainsi que de la création de nouveaux points chauds et de prétextes pour les interventions militaires de l'OTAN et des États-Unis.

Signing Organizations

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris [www.ancommunistes.org](http://www.ancommunistes.org)  
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – [CM13@cerclemanouchian.org](mailto:CM13@cerclemanouchian.org)



1. New Communist Party of Yugoslavia – NKPJ
2. Communist Party of Great Britain (Marxist-Leninist)
3. People's Democracy Party
4. Russian Communist Workers' Party
5. Communist Party (Switzerland)
6. Communist Party (Italy)
7. Hungarian Workers' Party
8. Belarusian Republican Organization of the Communist Party of the Soviet Union
9. Baltic Platform
10. Collective of Struggle for the Revolutionary Unification of Humanity
11. Platform for Independence – Greece
12. Levica Macedonia
13. Socialist Workers' Party of Croatia
14. New Communist Party of Montenegro
15. Spanish Avantgarde
16. Chilean Communist Party (Proletarian Action)
17. Communist Party of Kyrgyzstan
18. Belgium Korea Friendship Association
19. Communist Party of Poland
20. Pole of Communist Revival in France
21. Italian Communist Party
22. Peruvian Communist Party
23. Association nationale des Communistes de France

\*\*\*\*

## **Le processus révolutionnaire au Venezuela**

Le président Maduro, lors de la conférence de clôture de la commémoration des 10 ans de la mort du commandant Chavez, a parlé de quatre étapes dans l'histoire du Venezuela révolutionnaire : la rébellion, durant laquelle les forces révolutionnaires se sont organisées pour la prise de pouvoir, la construction du « nouvel Etat », durant laquelle les structures institutionnelles de la bourgeoisie ont été modifiées dans un sens progressiste, promouvant un nouvel espace de réflexion et de coordination internationale, la résistance durant la période de forte instabilité qui a suivi la mort de Chavez, et la **renaissance**, période actuelle qui, malgré la guerre civile encore en cours, voit le gouvernement mettre en place de nouvelles politiques sociales et progressistes.

Depuis qu'il en a eu la possibilité, le gouvernement chaviste a initié un nouveau projet politique basé sur la dialectique entre pouvoir de l'État et pouvoir populaire, basé sur le contrôle populaire des territoires. En d'autres termes, à côté des trois pouvoirs traditionnels de la science politique occidentale (exécutif, législatif,

judiciaire), il tente de mettre en place un quatrième pouvoir devant servir de base à la « démocratie protagoniste »<sup>12</sup>.

Un maillage territorial auto-organisé existait déjà au Venezuela, né spontanément de la nécessité pour la population d'assurer ses besoins immédiats, dans un contexte économique marqué par l'extrême pauvreté d'une majorité de la population causée par le pillage des ressources puis le blocus états-unien. S'appuyant sur ces initiatives locales préexistantes, le gouvernement a tenté de les harmoniser en reconnaissant institutionnellement leur importance politique dans la construction du pouvoir populaire.

Concrètement, à partir des initiatives locales, un travail de « cartographie sociale » a été opéré et a permis de connaître à la fois l'énergie révolutionnaire potentielle et les besoins primaires et secondaires de chaque territoire, permettant ainsi aux militants et au gouvernement de cibler les priorités tant en termes politique qu'économique.

En d'autres termes, dans chaque territoire, il s'est agi de mettre en valeur et d'activer l'énergie politique des habitants, une énergie sociale existant dans toute société, en lui donnant un soutien institutionnel. Le rôle de l'État, dès lors, n'est pas de prendre en charge tous les besoins de la société mais de permettre aux habitants eux-mêmes d'être acteurs de ce développement, non parce que l'État ne veut pas les aider mais parce que cette autonomisation des territoires est précisément le sens du processus révolutionnaire et le but qu'il doit atteindre.

A l'échelle de plusieurs communes, nous avons pu constater que certains habitants prenaient en charge la commune à partir d'une vision globale du territoire, tandis que d'autres se contentaient de participer à la distribution de nourriture, aux activités culturelles ou encore à l'amélioration du mobilier urbain, chacun s'engageant à la mesure de ses capacités et possibilités. Qu'ils fassent partie du PSUV ou non, qu'ils soient révolutionnaires ou non, peu importe : tous agissent de concert et consciemment dans la perspective de la construction d'une structure organisée territoriale. Vu d'Europe, cela semble difficile à croire mais tous le revendique : il s'agit de poser les bases d'un véritable pouvoir populaire en pleine expérimentation et qui, à terme, a vocation à remplacer la forme de gouvernement actuellement existante, dans le cadre d'un « Etat communal ».

À ce jour, le travail conjoint des habitants et militants des communes et du gouvernement a permis un développement et une politisation réelle des

---

<sup>12</sup> Le gouvernement vénézuélien parle de « démocratie protagoniste » plutôt que de « démocratie participative » pour mettre en valeur le caractère inédit de ce qu'il tente de construire, c'est-à-dire une démocratie dans laquelle le centre du pouvoir est l'*activité* de l'individu dans la collectivité et non le lien entre l'individu et l'État. Dès lors, l'individu n'est pas un « participant » mais un « protagoniste ».

expériences d'auto-organisation qui existaient jusqu'à présent. Aujourd'hui, 70 % du territoire vénézuélien est organisé en « communes ». Celles-ci possèdent un ministère des communes organisé selon une inversion de la verticalité du pouvoir, c'est-à-dire un ministère qui procède de bas en haut.

La commune Cathédrale, située dans le centre historique de Caracas, est un bon exemple de ce processus. A l'issue de diverses enquêtes réalisées auprès des habitants du quartier par les habitants eux-mêmes, le problème de la sécurité a été pointé du doigt comme prioritaire. Via les conseils communaux, ils ont donc conçu un projet d'éclairage public. Pour le mettre en place et n'ayant pas les ressources matérielles pour le réaliser, ils ont fait appel à la municipalité qui leur a fourni des lampadaires que les habitants ont installé eux-mêmes, aux endroits qu'ils avaient choisis.

A travers cet exemple, on peut voir émerger ce qui semble être une constante du projet gouvernemental : responsabiliser au maximum les habitants, en faire les vrais acteurs de la transformation de leur environnement et n'intervenir qu'en cas d'impossibilité pour les communes de réaliser les projets (par le biais de fourniture de matérielle, d'assistance technique par des ingénieurs, etc.).

Concernant la cartographie sociale, outil indispensable pour la programmation de la politique tant à l'échelle des communes qu'aux autres échelons de la gouvernance, il faut souligner l'importance du projet de digitalisation initié par le président Maduro de toutes les données recueillies. Cette systématisation a donné naissance au « Carnet de la patria ». Alors même que l'Amérique latine, du fait des pressions impérialistes, oscille sans cesse entre avancées et reculs sociaux, le Venezuela met en place une transmission réciproque de l'ensemble des données sociales des populations. Ainsi, chaque famille a un lien direct avec l'État, permettant ainsi le développement d'un État social au plus près de la réalité des Vénézuéliens. Ce lien n'est donc pas un lien de pure subordination, où l'État serait chargé de résoudre tous les problèmes des individus, mais un véritable échange où les responsabilités sont partagées entre le gouvernement et les familles.

Cette utilisation de l'outil digital au service à la fois de la résolution des problèmes qui touchent le peuple vénézuélien et de la politisation de chacun de ses membres démontre un fait d'une importance capitale : la capacité de la classe dirigeante vénézuélienne de chercher des solutions inédites aux problèmes du pays, à élaborer une stratégie politique sur le long terme et à penser les conditions de possibilité du processus de transition vers le socialisme. Entre d'autres termes, il s'agit pour elle de mettre en place de manière concrète l'enseignement marxiste de la nécessité d'un lien dialectique perpétuel entre théorie et pratique, où la théorie guide l'action qui nourrit en retour la théorie.

La révolution bolivarienne n'est pas une révolution aboutie et exempte de contradictions. De l'aveu de tous les membres de la classe dirigeante mais également les leaders sociaux et des « simples » habitants, il s'agit d'un processus en cours, qui se réinvente constamment à partir de l'analyse concrète de la situation concrète.

Cette conscience a une importance majeure dans le rapport de force à l'échelle de l'Amérique latine car elle a un effet d'entraînement pour toutes les forces révolutionnaires et progressistes du continent. Dans un continent qui est le maillon faible de la chaîne impérialiste et dans lequel se joue de la manière la plus claire la confrontation entre socialisme et barbarie, l'existence de cette pensée stratégique et non seulement tactique, capable d'imaginer un autre type d'organisation sociale et politique, si elle n'est pas suffisante, est cependant absolument nécessaire.

On peut citer comme exemple le développement de la chaîne TV Sur, qui est le résultat d'une réflexion approfondie sur la nécessité de développer des canaux de communication indépendants, et qui est diffusé dans toute l'Amérique latine, a un effet d'entraînement non négligeable sur le développement de la conscience collective continentale.

Le fait que le processus révolutionnaire soit un processus dialectique entre la théorie et la pratique, qui doit nécessairement s'appuyer sur l'analyse de l'existant et se percevoir comme tel, est également d'un très grand intérêt pour nous, communistes occidentaux. Cela nous force à raviver une pensée stratégique adéquate à notre contexte historique et géographique. Pour cela, il faudra recommencer à étudier, à penser et à créer.



Rassemblement pour la paix, mars 2023

## Au niveau national

Si la Plateforme est un moyen d'unir les progressistes du monde, elle est aussi un moyen d'unir les communistes de France et de créer une dynamique porteuse d'espoir pour le mouvement révolutionnaire en France. Dans ce but, l'ANC a décidé de mettre en avant le logo de la plateforme en toutes circonstances, de multiplier les affichages et enfin et surtout d'aller à la rencontre de la population pour convaincre que nous pouvons intervenir sur la paix. Bien sûr nous nous inscrivons dans les journées mensuelles mondiales à commencer par celle du **1<sup>er</sup> avril 2023** qui coïncide avec le week-end de l'anniversaire de Georges Ibrahim Abdallah, victime de l'impérialisme conjoint de la France, des USA et d'Israël. Enfin nous poursuivons la campagne de signatures de la pétition, complétée de nos argumentaires en direction du corps militant et de la population qui sont aussi des outils à utiliser largement.

Le 22 03 2023

Supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz 75018 Paris [www.ancommunistes.org](http://www.ancommunistes.org)  
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – [CM13@cerclemanouchian.org](mailto:CM13@cerclemanouchian.org)

ANC

Platform

# GUERRE A LA GUERRE

La folle meurtrière de classes dirigeantes  
mène le monde à sa ruine

**LUTTONS ENSEMBLE  
POUR LA PAIX  
POUR L'ENVIRONNEMENT  
ET LE PROGRÈS SOCIAL**

